

Groupe consultatif de praticiens

15 juin 2022 - En ligne

Chiffres et termes clés des états financiers des OSBL

Résumé	Ce document propose des chiffres clés dans les états financiers des OSBL et décrit les principaux termes à utiliser dans les états financiers.
But/Objectif du document	Solliciter la contribution des membres du GCP sur les chiffres clés proposés dans les états financiers et solliciter également une contribution pour permettre la préparation des termes clés à utiliser dans les états financiers.
Autres éléments d'appui	
Préparé par	Paul Mason et Karen Sanderson
Actions pour cette réunion	<u>Commentez</u> les chiffres clés <u>Donner des conseils</u> sur les termes clés

Groupe consultatif de praticiens

Chiffres et termes clés des états financiers des OSBL

1. Contexte

- 1.1 Les états financiers des entités à but lucratif se concentrent sur les chiffres clés, tels que le chiffre d'affaires, les bénéfices bruts et nets, les dettes, les capitaux propres et les actifs. Les analystes utilisent ces chiffres pour calculer des ratios tels que la marge en %, le retour sur investissement, les dettes / fonds propres, le bénéfice par action et les ratios de liquidité. Ces priorités ont façonné la structure des états financiers dans le secteur à but lucratif et ont influencé les normes et les attentes en matière d'information financière dans le secteur non lucratif également.
- 1.2 Au fur et à mesure de l'avancement du projet, des préoccupations ont souvent été soulevées quant au fait que les termes d'information financière utilisés par le secteur à but lucratif n'ont pas de signification pour le secteur sans but lucratif. Nous l'avons constaté dans notre discussion précédente sur le nom de l'état primaire qui présente les produits et les charges de la période de référence. Des termes alternatifs ou des conseils sur la signification des termes dans le contexte des OSBL peuvent donc être nécessaires.
- 1.3 Le projet IFR4NPO offre l'occasion d'examiner les chiffres et les termes qui sont les plus importants dans le secteur non lucratif, et de structurer les états financiers en conséquence, dans les limites des concepts et principes comptables convenus.

2. Termes relatifs à l'information financière des OSBL

- 2.1 Une grande partie de l'information financière utilise des termes qui ont une applicabilité générale dans tous les secteurs de l'économie. Il existe toutefois un certain nombre de différences, qui seront examinées dans les paragraphes ci-dessous.



INTERNATIONAL FINANCIAL REPORTING
FOR NON PROFIT ORGANISATIONS

Affectées et non affectées

- 2.2 Le document de consultation aborde la question de la séparation des fonds affectés et des fonds non affectés. Dans le document présenté à la dernière réunion du GCP, il a été proposé que la présentation séparée des produits et des charges, de l'actif net (et de l'évolution de l'actif net) pour les agrégats des fonds affectés et non affectés soit exigée au minimum. La même proposition a été soumise au TAG. Les deux organismes ont accepté cette approche.
- 2.3 Pour aller de l'avant, nous devons convenir de ce que nous entendons par "restreint" et, par conséquent, de ce que nous entendons par "non restreint". L'IPSAS 23 - *Produits des transactions sans contrepartie* a les définitions du tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 - IPSAS 23 Définitions relatives aux restrictions

Terme	Définition
Conditions sur les actifs transférés	les stipulations qui précisent que les avantages économiques futurs ou le potentiel de service incorporé dans l'actif doivent être consommés par le bénéficiaire comme spécifié ou que les avantages économiques futurs ou le potentiel de service doivent être rendus au cédant.
Restrictions sur les actifs transférés	les stipulations qui limitent ou dirigent les fins auxquelles un actif transféré peut être utilisé, mais qui ne précisent pas que les avantages économiques futurs ou le potentiel de service doivent être rendus au cédant s'ils ne sont pas utilisés comme prévu
Stipulations sur les actifs transférés	les conditions légales ou réglementaires, ou un accord contraignant, imposées à l'utilisation d'un actif transféré par des entités externes à l'entité déclarante.

- 2.4 L'IPSASB procède actuellement à la mise à jour de ses normes relatives aux produits non échangés et aux charges de transfert. Ce travail a créé un débat sur la nature de l'arrangement qui doit exister pour considérer qu'un actif est effectivement limité. L'IPSASB s'éloigne de la prise en compte des obligations de performance pour se concentrer sur les accords de conformité où la discussion a porté sur ce qui constitue un accord (légal ou autre) et sur la question de

savoir si l'accord comprend des droits et obligations spécifiques qui sont exécutable par des moyens légaux (ou équivalents).

- 2.5 Une autre vision des restrictions est fournie par le Statement of Recommended Practice for charities du Royaume-Uni, qui adopte la comptabilité par fonds. Les définitions ci-dessous sont liées au droit britannique des trusts.

Les fonds affectés peuvent être des fonds de dotation ou des fonds de revenu affectés, selon la nature de la restriction. Les ressources (l'actif et le passif) de chaque fonds affecté sont détenues et maintenues séparément des autres fonds. Ceci est une reconnaissance des circonstances dans lesquelles les ressources ont été reçues à l'origine, et/ou des restrictions sur ce fonds qui déterminent la manière dont ces ressources doivent être traitées par la suite".

Un fonds non affecté est un terme juridique désignant les ressources non dépensées détenues par un organisme de bienfaisance en fiducie, comprenant de l'argent et d'autres actifs qui peuvent être utilisés pour n'importe lequel des objectifs de bienfaisance de l'organisme. L'utilisation des fonds non affectés n'est pas limitée à une fin charitable particulière de l'organisme de bienfaisance".

- 2.6 Dans la section 2 de l'INPAG, qui couvre les concepts et les principes généraux, nous décrivons actuellement les fonds restreints et non restreints comme suit.

Les fonds affectés sont établis par l'OBNL en raison d'un financement imposé de l'extérieur ou d'autres dispositions légales qui exigent qu'ils soient dépensés, investis ou conservés par l'OBNL dans un but précis. En cas de violation de ce financement externe ou d'autres dispositions légales, l'OBNL devra généralement restituer les ressources financières à ceux qui les ont fournies. L'OBNL peut également faire l'objet d'une censure de la part des autorités de réglementation en cas d'utilisation abusive des fonds affectés, y compris la perte de privilèges réglementaires et autres privilèges financiers.

Les fonds non affectés, en revanche, sont décrits comme étant ceux qui sont librement disponibles pour être utilisés à n'importe quelle fin de l'OBNL. L'OBNL peut désigner ces fonds en interne pour un objectif spécifique, mais il n'existe pas de financement imposé de l'extérieur ou d'autres dispositions légales exigeant qu'ils soient utilisés à cette fin.

- 2.7 Ces complexités sont envisagées uniquement du point de vue de ce qui pourrait être présenté dans les états financiers. Des propositions détaillées seront élaborées dans le cadre des sujets sur les revenus non échangés et les dépenses de subventions qui seront inclus dans l'exposé-sondage 2. Des définitions ont été fournies pour aider à éclairer la discussion.

Question 1 : Du point de vue d'un OSBL, quels sont les avis des membres du GCP sur ce que l'on entend par "affecté" ? Quelles sont les transactions que vous vous attendriez à voir dans les revenus, les dépenses et les actifs nets

Actions

- 2.8 Les capitaux propres sont un terme utilisé dans les normes à but lucratif et sont également inclus dans les normes à utiliser par les entités du secteur public. Dans les normes relatives aux entreprises à but lucratif, les capitaux propres sont définis comme la participation résiduelle dans les actifs de l'entité après déduction des passifs. Ils comprennent les éléments qui ne répondent pas à la définition d'un passif, tels que le capital social, ainsi que les bénéfices non répartis et les réserves, par exemple la réserve de réévaluation.
- 2.9 Les normes pour le secteur public reconnaissent que certaines entités peuvent avoir un capital social et utilisent le terme actif net/capitaux propres comme un terme équivalent à la section "capitaux propres" du bilan des états financiers à but lucratif. La norme IPSAS 1 - *Présentation des états financiers* utilise le terme "actif net/capitaux propres" pour définir le capital apporté, les excédents ou déficits cumulés, les réserves et les participations ne donnant pas le contrôle.
- 2.10 Les organisations à but non lucratif ont une variété de structures juridiques différentes. Certaines peuvent être des entités constituées en société, des trusts ou diverses formes d'entités non constituées en société. Il est possible que certaines entités qui répondent à la définition d'un OBNL en utilisant les caractéristiques discutées précédemment aient une forme de droits de participation dans l'organisation, soit du fait de leur création historique, soit en

raison de la législation/réglementation spécifique à la juridiction. Cependant, il n'est pas certain que ce soit le cas.

- 2.11 Le secrétariat du projet propose actuellement d'appeler "**actif net**" la section équivalente dans les états financiers des OBNL, qui comprend le capital d'apport, les excédents ou déficits cumulés répartis entre les fonds affectés et les fonds non affectés, les réserves et les participations ne donnant pas le contrôle (par exemple, une participation minoritaire dans une entité créée pour soutenir un certain nombre d'organisations à but non lucratif). Le capital d'apport comprend toutes les formes de créances en capital, y compris les actions qui ont été émises.

Question 2 - Quelle est l'opinion des membres du GCP sur le terme "fonds propres" et sur la fréquence à laquelle les actions ou le capital d'apport font partie des états financiers d'un OSBL ? Quelles formes pourrait prendre le capital d'apport ? Y a-t-il d'autres facteurs à prendre en compte ?

Autres questions

- 2.12 L'objectif des états financiers est décrit dans les normes IFRS et IPSAS comme étant "de fournir des informations sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie d'une entité". L'utilisation du terme "performance financière" a suscité des critiques de la part de certaines parties prenantes. Le terme "activité financière de l'exercice" pourrait être utilisé à la place pour inclure les produits et les charges de l'exercice.
- 2.13 L'état de la situation financière utilise les termes "débiteurs commerciaux" et "créanciers commerciaux". Ce sont des termes couramment utilisés dans la préparation des comptes, mais toutes les ASBL n'ont pas une activité "commerciale". Si cela est considéré comme un problème important, ces termes pourraient être modifiés en "créances" et "dettes", ce qui est cohérent avec les termes utilisés dans les IPSAS.

3. Chiffres clés des états financiers

- 3.1 Les rapports financiers à usage général comprennent à la fois les états financiers proprement dits, ainsi que les rapports narratifs ou les commentaires de la direction qui les accompagnent. Le présent document se concentre sur les chiffres clés des états financiers, les rapports narratifs faisant l'objet d'un document distinct.
- 3.2 Il y a des compromis à faire quant à l'emplacement et au profil des chiffres clés, de sorte que la hiérarchisation des priorités est d'une importance capitale. Par exemple, des recherches menées en Australie et ailleurs ont montré qu'une grande majorité d'utilisateurs ne regardent pas du tout les notes aux états financiers et certains utilisateurs des comptes SORP britanniques se sont plaints du trop grand nombre de chiffres dans l'état des activités financières à plusieurs colonnes.
- 3.3 Le tableau ci-dessous présente des chiffres clés potentiels à inclure dans les états financiers des OSBL.

	Numéro	Raison
1	Total des dépenses	Indicateur de taille, et contexte de fonctionnement de l'ASBL
2	Revenu total	
3	Revenu non affecté	La capacité des OBNL à couvrir des coûts qui ne sont pas destinés à un but restreint.
4	Frais de collecte de fonds	Mesure de l'investissement pour générer des revenus non affectés
5	Frais de programme et d'administration	Possibilité de faire le rapprochement avec une déclaration supplémentaire spécifique du donateur.
6	Dépenses d'investissement provenant de subventions affectées	
7	Excédent ou déficit non affecté	Capacité de l'ASBL à gérer ses finances et à générer des réserves
8	Actif net (égal au total des fonds propres ou des fonds)	Indicateur de la continuité de l'exploitation et indicateur de la taille

9	Subventions non dépensées	Fonds à comptabiliser dans les périodes futures
10	Réserves générales non affectées	Mesure de la viabilité financière
11	Transactions ou soldes avec des administrateurs ou des cadres supérieurs	Transparence sur les conflits d'intérêts potentiels ou les abus de responsabilité fiduciaire.

3.4 Lors des discussions avec les donateurs, il est apparu que les chiffres les plus importants sont le total des revenus et des dépenses et l'importance des réserves non affectées, que beaucoup considèrent comme un indicateur de résilience.

3.5 Les dépenses en capital provenant de subventions affectées ont été mises en évidence comme un problème particulier, étant donné que de nombreux donateurs aiment voir la valeur totale des dépenses en capital pour démontrer comment la subvention a été utilisée. S'il n'est peut-être pas possible de faire figurer ces dépenses dans l'état des revenus et des dépenses, il est possible d'examiner comment elles apparaissent dans l'état des flux de trésorerie.

Question 3 : Que pensez-vous de l'utilité de ces chiffres pour les utilisateurs des états financiers des OSBL, qu'il s'agisse des états primaires ou des annexes aux comptes ? Certains de ces chiffres devraient-ils figurer dans le rapport narratif ?

Question 4 : Existe-t-il d'autres chiffres clés utiles qui pourraient raisonnablement être inclus dans les états financiers à usage général des OSBL ? Si oui, pourquoi ?

Question 5 : Quels sont les trois chiffres qui, selon les membres du GCP, auraient le plus de valeur et mériteraient d'être mis en évidence dans les états financiers à usage général des OSBL ?

Juin 2022

ANNEXE

Informations contextuelles supplémentaires pour les chiffres clés

Le chapitre 2 du document de consultation traite de l'identité des utilisateurs des états financiers à usage général. Bien que la formulation finale soit encore en cours d'élaboration, voici les hypothèses de travail qui serviront de contexte à une conversation sur leurs besoins en matière d'information :

Utilisateurs primaires des rapports financiers des OBNL (parties prenantes externes qui n'ont pas le pouvoir ou l'autorité d'exiger des informations pour répondre à leurs besoins spécifiques)

- les utilisateurs des services (également appelés clients, bénéficiaires, communautés affectées) et ceux qui pourraient les représenter
- Les donateurs potentiels, (particuliers et donateurs potentiels)
- Fournisseurs, fournisseurs de crédit

Utilisateurs secondaires des rapports financiers des OBNL (parties prenantes qui, techniquement, ont ou peuvent avoir le pouvoir ou l'autorité d'exiger des informations pour répondre à leurs besoins spécifiques).

- Administrateurs ou directeurs chargés de la gouvernance
- Régulateurs sectoriels / autorités fiscales
- Donateurs/donateurs actuels
- Employés, partenaires de collaboration

La société au sens large, où la confiance dans les organismes sans but lucratif est nécessaire au bon fonctionnement du secteur.

Les subventionneurs et les donateurs actuels sont considérés comme des utilisateurs secondaires car leurs besoins peuvent potentiellement être satisfaits par des informations spécialement demandées. Cependant, les coûts et les charges associés aux exigences multiples supportées par les subventionneurs et les bénéficiaires sont importants. Ces coûts et charges peuvent être atténués dans la mesure où les besoins communs peuvent être satisfaits dans les rapports financiers à usage général.

Le chapitre 2 du document de consultation abordait également les besoins d'information des utilisateurs des rapports financiers, si ceux-ci doivent soutenir la prise de décision et la responsabilité. Il a été proposé que les parties prenantes externes aient besoin de savoir qu'un OSBL atteint ses objectifs, d'une manière qui maximise l'économie, l'efficacité et l'efficacité dans l'utilisation des ressources, tout en respectant les restrictions et les réglementations, et dans le contexte de sa santé financière à long terme.